

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3145

28 octobre 2014

### SOMMAIRE

Agri Renewable Fund Sicar S.A. ....	150934	SB Partners Advisory (Lux) S.à r.l. ....	150923
Ares & Company S.A. ....	150924	Scène Café S.à r.l. ....	150917
Egée International 2 S.A. ....	150927	Scevro Holding Sàrl ....	150918
EIC Luxembourg Sàrl ....	150916	S.E.T.H. Société Européenne de Technolo- gie S.A. ....	150922
GBX Holdings S.à r.l. ....	150916	Sfumato S.à r.l. ....	150918
Grapy S.A. ....	150916	Sitinvest S.A. ....	150921
Montigny S.A., SPF ....	150915	Snack Ishtar S.à r.l. ....	150921
MPT European Company S.à r.l. ....	150939	Société Fiduciaire de Conseil et d'Expertise Comptable ....	150919
MREF III Bond S.à r.l. ....	150915	Société Nationale des Chemins de Fer Lu- xembourgeois ....	150921
Multinational Automated Clearing House S.à r.l. ....	150917	Sonata Investments S.à r.l. ....	150917
Norbel S.à r.l. ....	150920	Starvisa S.A. ....	150960
Orangefield (Luxembourg) S.A. ....	150914	Syncon Luxembourg ....	150923
OT Luxembourg 0 & CY S.C.A. ....	150914	Syndicat Général-Ré S.A. ....	150919
Partners Group Global Mezzanine 2010 S.C.A., SICAR ....	150914	Syniverse Technologies S.à r.l. ....	150917
Praslin S.A. ....	150915	Systemat Belux S.A. ....	150916
PromoTwo S.à r.l. ....	150914	TA EU Acquisitions Zebra S.à r.l. ....	150919
Re:Newcell Lux S.à r.l. ....	150960	TA EU Luxembourg Zebra S.à r.l. ....	150923
Résonance Invest SA ....	150915	Tagada Financial Development S.à r.l. ..	150919
RF Capital ....	150914	Teal Midco S. à r.l. ....	150917
Rhenolex S.A. ....	150915	The Kase Partners S.à r.l. ....	150920
Rimalux Constructions S.A. ....	150922	Thes International S.A. ....	150918
Rimalux Constructions S.A. ....	150922	TMT Consulting S.à r.l. ....	150920
Rockhouse Société Immobilière S.A. ...	150922	Tyco Fire & Security Finance S.C.A. ....	150947
Sapphire Actipark 1 S.à r.l. ....	150918	Wealth Venture Fund Sicar S.A. ....	150934
Sappiness S.A. ....	150923		

**Orangefield (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.967.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147606/10.

(140167709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**OT Luxembourg 0 & CY S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 162.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147614/10.

(140167561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**PromoTwo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 174.975.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014147636/11.

(140168062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Partners Group Global Mezzanine 2010 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 151.582.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147640/11.

(140167799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**RF Capital, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 177.310.

Il est à noter que Monsieur Karim Leguel a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 25 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 22 septembre 2014.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014147683/12.

(140167594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Montigny S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.632.

Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MONTIGNY S.A., SPF

Référence de publication: 2014147583/10.

(140167662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**MREF III Bond S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 177.790.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147588/10.

(140167684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Résonance Invest SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 181.937.

Les statuts coordonnés au 28 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014147668/11.

(140167915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Praslin S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 145.581.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 5 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147656/11.

(140168060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Rhenolex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 150.997.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 16 septembre 2014*

Monsieur François BROUXEL, Administrateur de la Société, est nommé à la fonction de Président du Conseil d'administration de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale des actionnaires devant statuer sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014147684/12.

(140168408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Grapy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 75.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

GRAPY S.A.

Signature

Référence de publication: 2014148160/12.

(140169259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

**GBX Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 162.427.

La convention de domiciliation conclue entre TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, la société GBX Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée enregistrée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro R.C.S. B 162427, a été dénoncée avec effet immédiat par le domiciliataire en date du 31 juillet 2014; le siège de la société est ainsi dénoncé.

Trustconsult Luxembourg S.A.

Signature

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2014148145/13.

(140168564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

**Systemat Belux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.  
R.C.S. Luxembourg B 157.724.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 30 juin 2014.*

*Cinquième Résolution*

«L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Jean-Claude Maury de sa fonction d'administrateur en date du 25 mars 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SYSTEMAT Belux S.A.

Référence de publication: 2014149122/14.

(140170121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**EIC Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 187.530.

**EXTRAIT**

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 4 septembre 2014, il résulte que:

- Matthieu Groetzinger a démissionné de sa fonction de gérant de catégorie B avec effet immédiat;
- Luc Leroi, né le 26 octobre 1965 à Rocourt (Belgique), demeurant à L-8460 Eischen, 13 a Rue de Clairefontaine, a été nommé gérant de catégorie B avec effet immédiat et ce pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EIC Luxembourg Sàrl*

Référence de publication: 2014148071/15.

(140168739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

**Teal Midco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 166.519.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149156/9.

(140170057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Sonata Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 154.629.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014149117/9.

(140169372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Scène Café S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9046 Ettelbruck, 25, rue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 151.698.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weber-Köhler, Kornelia.

Référence de publication: 2014149109/10.

(140169661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Syniverse Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. M.A.C.H., Multinational Automated Clearing House S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 1.914.250,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 89.824.

**EXTRAIT**

Suite à une résolution de l'associé unique de la Société datée du 17 Septembre 2014, la Société a pris acte des démissions de M. Morten Brogger et M. Nelson Murphy en tant que gérants de la Société avec effet au 17 Septembre 2014, et les personnes suivantes ont été nommées avec effet immédiat gérants de la Société et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle se tenant en 2015:

- M. Thomas Ford, né le 30 octobre 1968 à Haslemere, Grande-Bretagne, demeurant à 2 rue de Bois, L-7320 Steinsel, Grand-Duché du Luxembourg;

- M. Carl Gillert, né le 29 juin 1970, à New York, Etats-Unis d'Amérique demeurant à 88 rue de Luxembourg, L-8140 Bridel, Grand-Duché du Luxembourg.

Il résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Mme Laura Binion;
- M. David Hitchcock;
- M. Thomas Ford; et
- M. Carl Gillert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2014149120/26.

(140170022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Scevco Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 148.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149110/10.

(140169937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Sfumato S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 133.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149111/10.

(140169822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Thes International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 36, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 146.299.

## EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire en date du 18.08.2014 a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Renommé la société Kohnen & Associés S.à.r.l. avec siège social à 62, Avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B114190 comme commissaire aux comptes avec un mandat qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019.

Référence de publication: 2014149161/12.

(140169539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Sapphire Actipark 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 62.725,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 16, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.800.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 1<sup>er</sup> Septembre 2014, que:

- Mme Irina Heintel, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée en tant que gérante de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Septembre 2014
- M. Francesco Piantoni, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> Septembre 2014;
- le siège social de la Société a été transféré avec effet au 1<sup>er</sup> Septembre 2014 du 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 16 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 1<sup>er</sup> Septembre 2014:

- Mark FLAHERTY, Gérant
- Irina HEINTEL, Gérante
- Marine LE LAN, Gérante

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 25 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014149106/22.

(140170150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Société Fiduciaire de Conseil et d'Expertise Comptable, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 78.094.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149140/10.

(140169452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**TA EU Acquisitions Zebra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 168.321.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

TA EU Acquisitions Zebra S.à r.l.

Référence de publication: 2014149165/12.

(140170066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Syndicat Général-Ré S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 42.245.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 24 septembre 2014*

Le siège social de la société est transféré au 17 rue Beaumont, L-1219 LUXEMBOURG

Les démissions de Madame Lara NASATO et Monsieur Paolo PERIN sont acceptées.

Monsieur Gioacchino GALIONE, expert-comptable, né le 04.01.1982 à LA LOUVIERE (Belgique), et Monsieur Alexis DE BERNARDI, expert-comptable, né le 13.02.1975 à Luxembourg, tous domiciliés professionnellement au 17 rue Beaumont L-1219 Luxembourg, sont nommés nouveaux administrateurs de la société pour une période d'un an. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

SYNDICAT GENERAL-RE S.A.

Référence de publication: 2014149153/17.

(140169792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Tagada Financial Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 185.379.

**EXTRAIT**

En date du 24 septembre 2014, l'associé de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 24 septembre 2014.
- Mme Federica Samuelli, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant B de la Société avec effet au 24 septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149155/15.

(140169760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Norbel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 109.354.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance*

En date du 16 septembre 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège de la société du 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014149011/15.

(140169873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**The Kase Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 183.615.

*Extrait de la résolution de l'associé unique en date du 22 septembre 2014*

*Première résolution*

Décision d'accepter la démission de Mr. Johann Barthes, gérant de catégorie A, né le 20 décembre 1980, à Nice (France), demeurant à 10028 New York (Etats-Unis d'Amérique), 151, East 85<sup>th</sup> Street.

*Deuxième résolution*

Décision d'accepter la nomination de Mr. Warren Barthes, gérant de catégorie A, né le 8 février 1983, à Nice (France), demeurant au 151, East 85<sup>th</sup> Street, 10028 New York (Etats-Unis d'Amérique).

Le nouveau gérant est nommé pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014149159/18.

(140169686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**TMT Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 102.556.

**EXTRAIT**

Suite au contrat de cession signé en date du 30 juin 2014, les parts de la société sont maintenant réparties comme suit:

- VARNIA S.A., société de droit luxembourgeoise, ayant son siège au 63-65 rue de Merl,  
L-2146 Luxembourg, RCS n° B184 293: ..... 32 000 parts sociales
  - Madame FERNANDEZ RAMOZ, résidant au 297 rue de Neudorf,  
L-2221 Luxembourg: ..... 8 000 parts sociales
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

TMT CONSULTING Sàrl

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014149177/19.

(140170110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.



**Snack Ishtar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schifflange, 51, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 154.707.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r.l.

19, rue de la Gare

L-3237 BETTEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014149137/13.

(140170170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Sitinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 74.941.

*Réunion du conseil d'administration tenue à Pétange en date du 21 août 2014.*

Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», expert-comptable, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Pascal WAGNER / Renée WAGNER-KLEIN / Myriam MATHIEU

*Administrateur délégué / Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2014149135/15.

(140169838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, Société Commerciale à Statut Légal Spécial.**

Siège social: L-1616 Luxembourg, 9, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 59.025.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 16 juin 2014*

«L'Assemblée Générale des CFL s'est tenue le 16 juin 2014 et l'Assemblée a désigné comme réviseur d'entreprises la société DELOITTE AUDIT S.à R.L Le mandat du réviseur d'entreprises prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2014.

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur ENSCH Paul et de Monsieur ZAHLEN Jean de leur mandat d'administrateur avec effet au 16 juin 2014.

L'Assemblée prend acte de la désignation de Monsieur VANSTEENKISTE Frank, demeurant professionnellement à 4, Place de l'Europe L-1499 Luxembourg et de Madame SCHLESSER Isabelle, demeurant professionnellement à 3-5, rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg comme administrateur à partir du 16 juin 2014. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des coparticipants statuant sur les comptes annuels de l'exercice social 2019.

L'Assemblée Générale décide de reconduire aux fonctions d'administrateur: Mesdames WEYCKER Félicie et WAGNER-BIANCHY Mylène et Messieurs SCHMITZ Jean-Paul, THÜMMEL Jean-Claude, WARINGO Jeannot, GREIVELDING Guy, D'AUBREBY Marc, DIEDERICH Romain, THISSEN Carlo, BIWER Robert, LANNERS Jacques, BALON Michel et POECKER Jeannot.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des coparticipants statuant sur les comptes annuels de l'exercice social 2019.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Les déclarants*

Référence de publication: 2014149116/26.

(140169606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Rimalux Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8279 Holzem, 7, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 173.511.

Le Bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149096/10.

(140169967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

---

**Rimalux Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8279 Holzem, 7, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 173.511.

Le Bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149097/10.

(140170059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

---

**Rockhouse Société Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 53.377.

*Extrait des résolutions prises par la réunion du Conseil d'Administration du 23 septembre 2014*

Comme suite à l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le Conseil d'Administration décide de nommer comme dépositaire de ses actions la société D.S. CORPORATION S.A. avec siège social à 2bis rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

ROCKHOUSE SOCIETE IMMOBILIERE S.A.

Référence de publication: 2014149099/13.

(140169507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

---

**S.E.T.H. Société Européenne de Technologie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 26.348.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 septembre 2014*

- Les mandats d'administrateur de Monsieur Roger Caurla, maître en droit, né le 30 octobre 1955 à Esch-sur-Alzette (L), demeurant à L-3912 Mondercange, 19, rue des Champs, ainsi que de Monsieur Pascal De Graeve, employé privé, né le 18 décembre 1969 à Arlon (B), demeurant à B-6741 Vance, 8, rue du Stade sont reconduits pour une période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

- Monsieur Fabrice Caurla, expert comptable, né le 04 février 1983 à Esch-sur-Alzette (L), demeurant à L-4107 Esch-sur-Alzette, 3, rue Emile Eischen est nommé en tant que nouvel Administrateur en remplacement de Monsieur Alain Vasseur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

- La société HIFIN S.A., société anonyme, inscrite auprès du registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 49 454 et ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent est nommée en tant que nouveau commissaire aux comptes en remplacement de la société TRIPLE A CONSULTING. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

Certifié sincère et conforme

S.E.T.H. Société Européenne de Technologie S.A.

Référence de publication: 2014149104/21.

(140169999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

---

**Syncron Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2510 Strassen, 31, rue Schafsstrachen.

R.C.S. Luxembourg B 78.882.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149119/10.

(140170140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**SB Partners Advisory (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 167.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149124/10.

(140170108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**TA EU Luxembourg Zebra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 168.398.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

TA EU Luxembourg Zebra S.à r.l.

Référence de publication: 2014149166/12.

(140170065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Sappiness S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 137.041.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 11 juillet 2014 à 10.00 heures au siège social de la société*

L'assemblée a décidé à l'unanimité de renouveler le mandat des personnes suivantes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels de l'exercice 2019:

- Madame Anne-Françoise LONGUEVILLE, Administrateur et Administrateur délégué, née le 13 avril 1971 à Bastogne (B) et demeurant professionnellement à L-9999 Wemperhardt, 4 op der Haart;

- Monsieur Karl MARCELIN, Administrateur, né le 20 avril 1969 au Lac Megantic (Canada) et demeurant à JOEIPO Quebec Canada, Missisquoi Eastman n°22;

- Monsieur André SASSEL, Administrateur, né le 20 mars 1959 à Clervaux et demeurant professionnellement à L-9237 Diekirch, Place Guillaume 3;

- «AUDIEX S.A.», commissaire aux comptes, avec siège social à L-1911 Luxembourg, 9 rue du Laboratoire et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 469.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2014149123/22.

(140170142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

## **Ares & Company S.A., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1<sup>er</sup>.

R.C.S. Luxembourg B 190.350.

### **— STATUTS**

L'an deux mille quatorze, le neuf septembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1) H.D.K., société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social à F-78150 LE CHESNAY (France), 25, rue Laurent Gaudet, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 513 417 071,

ici représentée par Monsieur Olivier DUPIN, dirigeant de société, demeurant au 22, rue Nungesser et Coli, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 5 septembre 2014.

2) CORCORAN, société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social à F-75016 Paris (France), 22, rue Nungesser et Coli, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 512 243 882,

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Olivier DUPIN, susdit, habilité à engager la société par sa seule signature en vertu de l'article 10 de ses statuts et nommé à ces fonctions dans l'article 14 desdits statuts.

3) POSEIDON CONSULTING SARL, société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social à F-75008 Paris (France), 43, rue du Rocher, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 532 932 357,

ici représentée par Monsieur Olivier DUPIN, dirigeant de société, demeurant au 22, rue Nungesser et Coli, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 5 septembre 2014.

4) AMC, société par actions simplifiée de droit français, avec siège social à F-75116 Paris (France), 15-17, avenue de la Grande Armée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 529 222 267,

ici représentée par son gérant la société A.D.O. SARL, société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social à L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert I<sup>er</sup>, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B183.658, elle-même représentée par son gérant, Monsieur Olivier DUPIN, susdit, habilité à engager la société par sa seule signature à l'assemblée générale du 31 décembre 2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit, actionnaires et représentant l'intégralité du capital souscrit de la société ARES & COMPANY SAS, ci-après décrite, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte que:

I. ARES & COMPANY est une société par actions simplifiée de droit français enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 514 119 494 depuis le 3 août 2009, ayant son siège social à F-75001 Paris (France), 231, rue Saint-Honoré.

II. Le capital social de ARES & COMPANY SAS s'élève à quatre-vingt-douze mille neuf cents euros (EUR 92.900,-) et est représenté par quatre-vingt-douze mille neuf cents (92.900) actions avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

III. Les comparantes, ci-avant nommées, sont les détentrices des quatre-vingt-douze mille neuf cents (92.900) actions, réparties comme suit:

1) H.D.K., trente mille actions . . . . .	30.000
2) CORCORAN, trente mille actions . . . . .	30.000
3) POSEIDEON CONSULTING, trente mille actions . . . . .	30.000
4) A.M.C., deux mille neuf cents actions . . . . .	2.900
Total: Quatre-vingt-douze mille neuf cents actions . . . . .	92.900

IV. Suite à la décision des actionnaires de ARES & COMPANY SAS en date du 19 mai 2014, décidant de transférer le siège social au Luxembourg, le siège social de ARES & COMPANY SAS est ainsi transféré de Paris (France) au Grand-Duché de Luxembourg, avec effet rétroactif au 31 mai 2014 et la Société adopte la nationalité luxembourgeoise ce même jour. L'adresse est fixée à L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert I<sup>er</sup>.

V. Un tel transfert n'entraîne pas la dissolution ni aucun changement dans le chef de la personne morale de la Société.

VI. Les actionnaires ratifient toutes les résolutions prises en date du 19 mai 2014.

VII. Suivant rapport d'audit du commissaire aux comptes de la société ARES & COMPANY SAS du 18 juillet 2014, l'actif net de la société s'élève à sept cent dix-sept mille trois cent cinquante et un euros (717.351,- EUR).

La valeur de la société a été prouvée au notaire par un rapport établi le 9 septembre 2014 par la Société H.R.T. REVISION S.A., et plus particulièrement Monsieur Jean-Philippe BARRET, réviseur d'entreprises agréée, avec siège L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem, dont la conclusion est la suivante:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que l'actif net de la société ARES & COMPANY S.A.S. ne correspond pas au moins au capital de la société ARES & COMPANY S.A., société anonyme en cours de constitution, soit EUR 92.900 représenté par 92.900 actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), à émettre en contrepartie».

Le rapport ci-dessus visé restera annexé aux présentes après mention pour être formalisé avec elles.

VIII. Les actionnaires décident de refondre les statuts de la Société en société anonyme dans le but de se conformer aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après «la Loi»).

Les statuts sont dorénavant rédigés comme suit:

" **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: "ARES & COMPANY S.A.".

**Art. 2.** La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

**Art. 3.** Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations
- le montage de projets, financement et surveillance de leur exécution
- Toutes activités de conseil aux entreprises, conseil en stratégie, conseil en fusions acquisitions, conseil en management, assistance des entreprises dans le cadre de leur développement et en particulier pour la recherche de partenaires, la négociation d'accords financiers industriels et commerciaux, le conseil en ressources humaines, le conseil en matière administrative; toutes activités de formation auprès des entreprises,
- Toutes opérations d'assistance et d'accompagnement, d'intermédiation, de rapprochement, d'évaluation, de promotion, de gestion et de restructuration des entreprises.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension ou le développement.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE NEUF CENTS EUROS (92.900,- €), représenté par QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE NEUF CENTS (92.900) actions, d'une valeur nominale de UN EURO (1,- €) chacune.

Le capital social maximum autorisé est fixé à la somme de 150.000 Euros.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Chaque action donne droit à une voix, sous réserves des prescriptions légales et notamment celles régissant les actions privilégiées sans droit de vote.

**Art. 6.** Les cessions d'actions volontaires ou forcées à titre gratuit ou onéreux quelle que soit leur forme et au profit de qui que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue propriété ou l'usufruit, sont soumises à l'agrément préalable de la société donné par le Conseil d'Administration.

En cas de refus d'agrément, le Conseil d'Administration peut, soit permettre la préemption de tout actionnaire existant, soit proposer à toute personne de son choix la cession envisagée soit faire racheter les actions par la société elle-même.

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

Le premier administrateur-délégué pourra être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

**Art. 9.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

**Art. 10.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

**Art. 11.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 12.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mardi du mois de juin à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 13.** Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

En cas de modification des statuts qui changerait les droits attachés aux actions privilégiées, cette catégorie aura droit de vote et une majorité absolue des actions privilégiées représentées devra être obtenue dans cette catégorie pour entériner la modification proposée.

**Art. 14.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Les décisions suivantes sont prises collectivement sur proposition du Conseil d'Administration:

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- examen des rapports du commissaire aux comptes,
- nomination, révocation des Administrateurs,
- nomination du commissaire aux comptes,
- émission de valeurs mobilières,
- fusion avec une autre société, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution de la société, nomination et révocation du liquidateur.

**Art. 15.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

**Art. 16.** Les actionnaires de la société ont passé un pacte d'actionnaires."

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparantes, représentées comme il est dit ci-dessus et représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des administrateurs-délégués à un (1).

*Sont nommés aux fonctions d'administrateur:*

1.- La société H.D.K., préqualifiée, ayant nommé comme représentant permanent Monsieur Antoine DESJARS, gérant de société, demeurant à F-78150 LE CHESNAY (France), 25, rue Laurent Gaudet;

2.- La société CORCORAN, préqualifiée, ayant nommé comme représentant permanent Monsieur Olivier DUPIN, préqualifié;

3.- La société POSEIDON CONSULTING SARL, préqualifiée, ayant nommé comme représentant permanent Monsieur Bertrand Lavayssière, consultant, demeurant à 43, rue du Rocher, F-75008 Paris.

*Est nommée aux fonctions d'administrateur-délégué:*

- La société CORCORAN, préqualifiée, ayant nommé comme représentant permanent Monsieur Olivier DUPIN, préqualifié.

*Deuxième résolution*

Le nombre des commissaires aux comptes est fixé à un (1). Est nommé commissaire aux comptes:

- Jérôme DOMANGE, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert I<sup>er</sup>.

*Troisième résolution*

Le mandat des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

*Quatrième résolution*

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des comparantes a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: DUPIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 septembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 42500. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147152/184.

(140168013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

**Egée International 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 190.305.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand fourteen, on the eleventh of September.

Before us Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary residing at 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Egée International 1 S.à r.l., with registered office at 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg,

here represented by Mrs. Catherine Dessoy, attorney at law, residing professionally at 31, rue d'Eich L-1461 Luxembourg by virtue of a proxy established in Luxembourg.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, asrepresented, has requested the notary to inscribe as follows the articles of incorporation of a "société anonyme" ("the Company"), which it declares to incorporate

**Title I. - Denomination - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a limited company under the name of "Egée International 2 S.A."

**Art. 2.** The registered office is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other address in Luxembourg-City by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company.

Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 3.** The company is established for an unlimited period.



**Art. 4.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed, including authorising its subsidiaries to do the same; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

## **Title II. - Capital - Shares**

**Art. 5.** The corporate capital is set at 31,000 EUR (thirty one euros), divided into 31,000 (thirty one) shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each, all fully paid up which shall all rank pari passu in all respects.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing simple shares or in certificates representing two or more shares.

The shares shall be created and shall remain registered shares only.

The Company may proceed to the repurchase of its own shares in compliance with legal requirements.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

## **Title III. - Management**

**Art. 6.** The Company is managed by a board of directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general shareholders' meeting.

The first directors will be appointed by the extraordinary general meeting following the incorporation.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the board of directors may fill such a vacancy until the next following general meeting.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

**Art. 7.** The board of directors will elect from among its members a chairman. The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two directors so request. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders of the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax or by telegram or telex another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

**Art. 8.** The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

**Art. 9.** The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the managing director, provided that special decisions have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

**Art. 10.** The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.



It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

**Art. 11.** Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

#### **Title IV. - Supervision**

**Art. 12.** The Company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

#### **Title V. - Meeting of shareholders**

**Art. 13. Powers of Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

It has the powers conferred upon it by law.

**Art. 14. Annual General Meeting.** The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place located in Luxembourg and as may be specified in the notice convening the meeting on the first Friday of the month of June at 12.00 a.m. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

**Art. 15. Other General Meetings.** The Board of Directors may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders represented at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 16. Procedure, Vote.** Shareholders will meet upon call by the board of directors or the auditor or the auditors made in compliance with Luxembourg law. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

One vote is attached to each share.

Except as otherwise required by law for which a special quorum is required, attendance, in person or by proxy, of shareholders holding at least fifty per cent (50%) of the shares shall constitute a quorum.

Except as otherwise required by law, for which a special majority vote is required, all matters brought before the general meeting of shareholders shall be deemed approved, if approved by votes of the simple majority of shareholders, present at the meeting in person or by proxy.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two (2) members of the board of directors.

#### **Title VI. - Accounting year, Allocation of profits**

**Art. 17.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

**Art. 18.** After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortisation, the credit balance represents the net profit of the Company. On the net profit, five percent (5.00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10.00%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The board of directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

The balance is at the disposal of the general meeting.

#### **Title VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 19.** The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

### Title VIII. - General provision

**Art. 20.** All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10<sup>th</sup> 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

#### *Transitory provisions*

1. The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first of December 2014.

2. The first annual meeting of the shareholders shall be held for the first time in 2015.

#### *Subscription*

The articles of association having thus been established, the appearing person declares to subscribe the whole capital as follows:

	No of shares	Nominal share capital
Egée International 1 S.à r.l. . . . . .	31,000	31,000.- EUR

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of 31.000 Euro (thirty one euros) is now available to the Company evidence thereof having been given to the notary.

#### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10<sup>th</sup> 1915 on commercial, companies have been observed.

#### *Cost*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remuneration or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand four hundred Euro.

#### *Extraordinary general meeting*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is fixed at four and the number of auditors at one.

2. The following are appointed as Directors:

- Mrs. Sandrine Anton, residing professionally at 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

- Mrs. Catherine Dessoir, residing professionally at 31, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg

- Mr. Shaun Johnston, residing professionally at 30-32, New Street, JE-JE2 3RA St Helier;

- Mr. Andrew Townend, residing professionally at 5, Lancaster Place, bâtiment Brettenham House, GB-WC2E 7EN Londres.

3. Has been appointed statutory auditor:

Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. with registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg. Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2020.

4. The registered office of the Company is established at 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

5. The board of director shall have the authority to delegate the daily management of the business of the Company and its representation to one or several of the directors.

The undersigned notary who knows English states that on request of the person appearing, the present deed is worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French text, only the English version will be binding amongst parties.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, the same signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le onze septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à 15, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg.

A comparu:

Egée International 1 S.à r.l., ayant son siège au 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg,

ici représenté par Maître Catherine Dessoy, avocat à la cour, résidant professionnellement au 31, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg en vertu d'une procuration établi à Luxembourg.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, reste annexée aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, tel que représenté a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme (la "Société") qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination, Siège social, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «Egée International 2 S.A.».

**Art. 2.** Le siège de la Société est établi à Luxembourg- Ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse de Luxembourg-Ville par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie de parts sociales ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée, incluant des autorisations à ses filiales pour faire la même chose; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet. La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré-décrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

### **Titre II. - Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille Euro (EUR 31.000.-) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de 1 Euro (EUR 1) chacune toutes libérées intégralement et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont et resteront exclusivement nominatives.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

### **Titre III. - Administration**

**Art. 6.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur en raison d'un décès, départ ou toute autre raison, les membres restants du Conseil d'administration peuvent pourvoir à une telle vacance jusqu'à la première assemblée générale qui suit.

Le nombre des administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat sont déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 7.** Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre président pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex de chaque administrateur.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex un autre administrateur comme son représentant.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Chaque administrateur et tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

**Art. 9.** La Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la seule signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués. Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

#### **Titre IV. - Surveillance**

**Art. 12.** La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

#### **Titre V. - Assemblées des actionnaires**

**Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.** Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle dispose des pouvoirs définis par la loi.

**Art. 14. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou dans un autre endroit situé au Luxembourg et indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 12 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 15. Autres assemblées générales.** Le Conseil d'administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième (5%) du capital de la Société l'exigent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger si, selon une décision du Conseil d'Administration qui est sans appel, des circonstances de force majeure le requièrent.

**Art. 16. Procédure, vote.** Les actionnaires se réuniront à la demande du Conseil d'Administration ou du commissaire dans le respect des conditions prévues par la loi luxembourgeoise. La convocation envoyée aux actionnaires, en conformité avec la loi, indique le lieu et la date de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour et la nature des opérations envisagés. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et s'ils qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de la réunion, l'assemblée pourra être tenue sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à l'envoi préalable de convocations.

Un actionnaire peut assister à une assemblée générale en donnant procuration écrite, par fax 01.1 par télégramme, à une autre personne, actionnaire ou non.

Le Conseil d'Administration peut préciser toutes les autres conditions qui doivent être remplies pour assister à une assemblée générale des actionnaires.

Chaque action donne droit à un vote.

Sauf dispositions contraires de la loi pour lesquelles des conditions spéciales de quorum sont requises, l'assemblée ne délibère valablement que si la moitié (50 %) du capital social est présente ou représentée.

Sauf dispositions contraires de la loi pour lesquelles des conditions spéciales de majorité de vote sont requises, les questions portées devant l'assemblée générale des actionnaires seront présumées approuvées si elles le sont par le vote de la majorité simple des actionnaires, présents ou représentés à l'assemblée.

Des copies ou des extraits des procès verbaux de l'assemblée, qui sont produits lors de procédures judiciaires ou autres, seront signés par le Président ou par deux membres du Conseil d'Administration.

## **Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 17.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 18.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le conseil d'administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

## **Titre VII. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 19.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## **Titre VIII. - Disposition générale**

**Art. 20.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra pour la première fois en 2015.

### *Souscription*

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire le capital comme suit:

	No de parts sociales	Capital souscrit
Egée International 1 S.à r.l. . . . .	31.000	31.000.-EUR

Toutes les actions ont été libérées intégralement par paiement en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille Euro (EUR 31.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la nouvelle loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille quatre cents Euro.

### *Assemblée générale extraordinaire*

Le comparant préqualifié, tel que représenté et représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés Administrateurs:
  - Mme. Sandrine Anton, résidant professionnellement au 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
  - Mme. Catherine Dessoy, résidant professionnellement au 31, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg
  - M. Shaun Johnston, résidant professionnellement au 30-32, New Street, JEJE2 3RA St Helier;
  - M. Andrew Townend, résidant professionnellement 5, Lancaster Place, bâtiment Brettenham House, GB-WC2E 7EN Londres.
3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
  - Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. ayant son siège social au 9, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'année 2020.

4. Le siège social de la Société est établi au 35, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

5. L'assemblée autorise le conseil d'administration à conférer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise seule fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire du comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. DESSOY, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 12 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42403. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014146663/360.

(140166917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.

**Wealth Venture Fund Sicar S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque,**

**(anc. Agri Renewable Fund Sicar S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.133.

L'an deux mille quatorze, le cinquième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "Agri Renewable Fund Sicar S.A.", une société anonyme, qualifiée de société d'investissement en capital à risque, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 15 juin 2004 relatif à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 155133, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg, le 25 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2151 du 12 octobre 2010,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1920 du 23 juillet 2014.

L'Assemblée est présidée par Madame Virginie PIERRU, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination sociale en "Wealth Venture Fund Sicar S.A.";
2. Adoption de la forme "variable" pour le capital social;
3. Refonte complète des statuts conformément aux points 1 et 2 de l'ordre du jour,
4. Nominations statutaires, démission de Kwok Wing On et Ravi Talwar et nomination des nouveaux membres, Citra Abidin et Sean Quek.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.



D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide:

- de changer la dénomination sociale en "Wealth Venture Fund Sicar S.A.";
- d'adopter pour le capital social la forme "variable".

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les Statuts en conformité avec ce qui précède, l'Assemblée décide procéder à une refonte complète des Statuts.

Les STATUTS auront dorénavant la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR) à compartiments multiples, sous la dénomination de "Wealth Venture Fund Sicar S.A.".

La société sera soumise à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (la "Loi SICAR"). La décision d'abandonner le statut de SICAR est sujette à l'accord préalable de la Commission de Surveillance du Secteur Financier et devra être prise à l'unanimité des actionnaires.

Son siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Le conseil d'administration de la société peut, cependant, décider d'établir des compartiments (tels que définis dans le document d'émission de la société) pour une durée illimitée ou limitée tel qu'indiqué, pour chaque compartiment, dans la section spéciale concernée du document d'émission de la société Article 2. L'objet de la société est de placer les fonds dont elle dispose dans des valeurs représentatives de capital à risque dans les limites prévues par l'article 1 de la Loi SICAR et la Circulaire CSSF 06/241.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi SICAR.

**Art. 3.** Le capital social est variable et sera représenté par des actions sans valeur nominale (les "Actions"), et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société conformément à l'Article 12 des Statuts. Le capital minimum de la Société, qui doit être atteint dans un délai de douze (12) mois à partir de la date d'agrément de la Société en tant que SICAR selon la Loi, est d'un million d'euro (€ 1.000.000) ou son équivalent en cas de devise autre que l'euro. Le conseil d'administration peut également accepter que les contributions se fassent en nature sous réserve du respect de l'article 1 de la Loi SICAR, et dans les conditions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales incluant notamment l'évaluation des contributions par un réviseur d'entreprises indépendant, aux frais du souscripteur.

Les actions sont nominatives et seront émises dans les conditions décrites par le document d'émission de la société.

Si, à tout moment, un investisseur (le "Défaillant") qui s'est engagé à souscrire à des actions d'un compartiment de la société, n'est pas en mesure de satisfaire ses obligations d'apports à la société, il sera soumis aux dispositions de défaillances décrites dans le document d'émission de la société et notamment de verser les capitaux dans les 10 jours ouvrables à compter de la date de l'avis du conseil d'administration.

Par ailleurs, le conseil d'administration aura la possibilité de mettre à charge du Défaillant des intérêts tels que fixés dans le document d'émission de la société, sur la portion de capitaux dus à la société.

Si le Défaillant ne fait pas face à l'obligation de verser les capitaux dus ainsi que les intérêts dans un délai de 15 jours ouvrables, le conseil d'administration pourra:

- suspendre ou annuler les droits pécuniaires attachés à l'ensemble ou à une partie des actions précédemment souscrites et payées par le Défaillant; ou
- provoquer la vente ou le transfert à un nouvel investisseur ou actionnaire existant, ou le rachat obligatoire, des actions détenues par le Défaillant conformément aux dispositions des présents statuts sur le rachat forcé ou le transfert des actions; ou
- réduire l'engagement de souscrire du Défaillant; ou
- appliquer toute mesure légale permise sous la loi luxembourgeoise; ou

- appliquer toute combinaison des mesures ci-dessus ou toute autre mesure jugée appropriée.

Les mêmes dispositions s'appliqueront mutatis mutandis à l'actionnaire qui aura fait de fausses déclarations, ou considérées comme incorrectes par le conseil d'administration, dans le contexte de sa souscription d'actions de la société.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital social minimum de la société sera de un million d'euros (EUR 1.000.000,00).

Des actions ne pourront, pour chaque compartiment de la société, être souscrites que par ou transférées, dans les conditions telles que décrites dans le document d'émission de la société, à des investisseurs avertis, définis par l'article 2 de la Loi SICAR (un "Investisseur Averti"). La société va empêcher la possession de ses Actions par des porteurs qui ne se conforment pas au statut d'Investisseur Averti.

La société pourra notamment, pour chaque compartiment de la société, restreindre ou empêcher (i) la propriété de ses actions par toute personne, entreprise ou société ou (ii) le transfert de ses actions à une telle personne, entreprise ou société, si, dans l'opinion de la société, une telle détention pourrait être dommageable pour la société, s'il en résulte une violation d'une loi ou d'un règlement tant luxembourgeois qu'étranger, ou si de ce fait la société est exposée à des désavantages de nature fiscale ou financière auxquels la société n'aurait pas été exposée autrement. En particulier, la société pourra empêcher la propriété de ses actions par des détenteurs qui ne sont pas en règle avec les conditions d'Investisseur Averti. De telles personnes, entreprises ou sociétés à être déterminées par le conseil d'administration avec les investisseurs considérés comme non avertis, sont désignés dans les présents Statuts comme "Personne Interdite".

A cet effet, la société peut, pour chaque compartiment de la société:

- refuser d'émettre des actions et décliner d'enregistrer tout transfert d'actions, dans le cas où il apparaît qu'une telle émission ou un tel transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété directe ou la propriété indirecte de ces actions à une Personne Interdite; et

- à tout moment demander à toute personne dont le nom figure au, ou toute personne sollicitant l'enregistrement du transfert d'actions dans le, registre des actionnaires (le "Registre"), de lui fournir toute information, appuyée par une déclaration sous serment, que la société peut considérer nécessaire afin de déterminer si ces actions appartiennent ou non en propriété effective à une Personne Interdite ou si un tel enregistrement aura pour conséquence d'attribuer la propriété effective de telles actions à une Personne Interdite; et

- refuser, lors de toute assemblée des actionnaires de la société, le droit de vote à toute Personne Interdite; et

- s'il apparaît à la société qu'une Personne Interdite, soit seule, soit avec d'autres personnes, est un actionnaire ou un propriétaire effectif d'actions, ordonner à cet actionnaire de vendre ses actions et de fournir à la société la preuve de la vente dans les trente (30) jours calendaires de l'avis. Si cet actionnaire n'observe pas cette injonction, la société peut procéder au rachat forcé ou organiser la vente à une personne non interdite de toutes les actions détenues par un tel actionnaire de la manière suivante:

(1) La société enverra un avis de Rachat/vente (l'"Avis") à l'actionnaire détenant de telles actions ou apparaissant au Registre comme étant le propriétaire des actions à racheter/vendre, lequel spécifiera les actions à racheter/vendre, la date de valeur et le nom de l'acheteur, le cas échéant.

Un tel avis peut être envoyé à actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou celle inscrite dans les livres de la société. Ledit actionnaire sera alors obligé de remettre sans délai à la société le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'Avis. Dès minuit au jour spécifié dans l'Avis, l'actionnaire en question cessera d'être propriétaire des actions spécifiées dans l'Avis et son nom sera rayé du Registre.

(2) Le prix à payer pour chaque action qui est rachetée de force dans ces conditions sera le montant le moins élevé entre cent euros (EUR 100) et la valeur nette d'inventaire par action de la société, calculée en accord avec les modalités telles que décrites dans le document d'émission de la société. Ce montant pourra être ajusté épar les charges et dépens supportés par la société du fait du désinvestissement requis pour faire face à ce rachat, et une pénalité pouvant aller jusqu'à 10% de ce prix.

(3) Le paiement du prix de rachat sera déposé par la société auprès d'une banque à Luxembourg ou ailleurs (selon ce qui sera spécifié dans l'Avis) aux fins de paiement.

Dès l'envoi de l'Avis tel que dit précédemment l'ancien propriétaire en question ne pourra plus faire valoir de droit sur de telles actions ni exercer aucune action contre la société ou ses actifs, sauf le droit de recevoir le prix de rachat déposé (sans intérêt) à cette banque. Tous les fonds à recevoir par un actionnaire selon ce paragraphe, mais non réclamés endéans une période de cinq ans à partir de la date spécifiée dans l'Avis, ne pourront plus être réclamés et reviendront à la société. Le conseil d'administration aura le pouvoir de prendre de temps à autre les mesures nécessaires et autoriser toute action au nom de la société en vue d'opérer ce retour.

(4) L'exercice par la société du pouvoir conféré au présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou que la propriété réelle des actions était autre que celle admise par la société à la date de l'Avis, sous réserve que la société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

**Art. 4.** Le conseil d'administration de la société peut à tout moment et à son entière discrétion créer un ou plusieurs compartiments, pour une durée illimitée ou limitée sous réserve de l'accord préliminaire de la CSSF ainsi qu'une mise à



jour du document d'émission. Dans ce dernier cas, le conseil d'administration de la société peut, à l'expiration de la période initiale de temps, proroger la durée du compartiment concerné une ou plusieurs fois.

A chaque prorogation d'un compartiment, les actionnaires nominatifs doivent en être dûment notifiés par écrit, par l'intermédiaire d'un avis envoyé à leur adresse telle que mentionnée dans le registre des actionnaires, un mois avant que la prorogation devienne effective. Le document d'émission de la société doit indiquer la durée de chaque compartiment et, si cela est approprié, sa prorogation.

La société doit être considérée comme une seule entité juridique; cependant, par dérogation aux dispositions de l'article 2093 du Code Civil Luxembourgeois, les actifs d'un compartiment donné ne répondront que des dettes, engagements et obligations attribuables à ce compartiment uniquement. Entre les actionnaires, chaque compartiment doit être traité comme une entité distincte, dont la durée peut être limitée ou illimitée. En particulier, les droits des investisseurs et des créanciers relatifs à un compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment sont limités aux actifs de ce compartiment.

Pour déterminer le capital social de la société, les actifs nets correspondant à chaque compartiment seront, s'ils ne sont pas exprimés en euros, convertis en euros et le capital social sera égal au total des actifs nets de tous les compartiments. Les actionnaires de la même catégorie seront traités de manière égale proportionnellement au nombre d'actions ordinaires qu'ils détiennent.

**Art. 5.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 6.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature collective de deux administrateurs.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 8.** En accord avec la Loi SICAR, la surveillance de la société ainsi que de l'ensemble de ses compartiment(s) est confiée à un réviseur d'entreprises agréé, nommé par l'assemblée générale des actionnaires et qui restera en fonction jusqu'à ce que son successeur soit élu.

**Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. La première année sociale de la société en tant que SICAR se terminera le trente et un décembre deux mille onze. La société publie, en accord avec la Loi SICAR, un rapport annuel en euro dans les six (6) mois à compter de la fin de l'exercice social concerné.

**Art. 10.** La valeur nette d'inventaire par action de chaque compartiment de la société est égale à la différence entre la valeur de ses actifs et son passif. La valeur nette d'inventaire est calculée par le conseil d'administration ou son délégataire.

La valeur nette d'inventaire par action est égale à la valeur nette d'inventaire divisée par le nombre d'actions en émission de chaque compartiment au moment donné.

**Art. 11.** Le calcul de la valeur nette d'inventaire, ainsi que l'émission d'actions au sein de chaque compartiment, pourra être suspendu si des circonstances le requièrent et sont justifiées par les intérêts des actionnaires et incluent notamment les circonstances suivantes:

- en cas d'existence d'une situation constituant une situation d'urgence aux yeux du conseil d'administration à la suite de laquelle l'aliénation ou l'évaluation d'actifs possédés par la société n'est pas praticable; ou
- lorsque les moyens de communication normalement utilisés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements de la société; ou
- lorsque des restrictions sur les marchés de change ou relatives à des transactions de fonds empêchent la société de procéder à des paiements; ou
- lorsque pour toute autre raison le prix des investissements ne peut pas être déterminé promptement ou correctement; ou

- pendant toute période pendant laquelle le conseil d'administration détermine qu'il est nécessaire ou conseillé pour la protection de la société.

**Art. 12.** L'évaluation de l'actif et du passif de chaque compartiment de la société sera déterminée de la façon suivante:

- la valeur des liquidités, des effets et des billets payables à vue et les comptes exigibles, les dépenses prépayées, les distributions en espèces et les intérêts déclarés ou accrus comme expliqué ci-dessus et non encore reçus, seront réputés être à leur montant entier, sous réserve cependant, qu'il soit improbable qu'ils soient payés ou reçus en entier, dans cette hypothèse leur valeur sera déterminée en effectuant tout rabais que le conseil d'administration estime approprié dans une telle hypothèse pour refléter leur vraie valeur.

- les valeurs mobilières et tous instruments du marché monétaire, aussi longtemps qu'ils répondent au critère de capital à risque de la Loi SICAR, qui sont négociés ou cotés à une bourse de valeurs seront évalués sur base du dernier cours disponible; dans l'hypothèse où ce cours ne serait pas représentatif, le titre sera alors évalué sur la base de sa juste valeur de marché que le conseil d'administration estimera de manière prudente et de bonne foi.

- les valeurs des titres qui ne sont pas cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou tout autre marché réglementé seront évalués sur la base de leur juste valeur de marché conformément aux recommandations établies par EVCA (European Venture Capital Association).

D'une manière générale, le critère essentiel afin de sélectionner une méthodologie d'estimation de la juste valeur doit être en fonction des critères de chaque compartiment de la société, approprié à la lumière de la nature, des faits et des circonstances de l'investissement, utilisant des données et études de marché raisonnables.

En outre, dans les cas où l'investissement évalué a été fait récemment, son coût sera généralement une bonne indication de sa juste valeur de marché.

Dans l'hypothèse où les méthodes de calcul ci-avant mentionnées ne seraient pas applicables ou appropriées, en raison de circonstances ou d'événements exceptionnels, le conseil d'administration peut adopter, avec prudence et bonne foi, tout autre principe d'évaluation approprié pour les actifs de la société.

Les engagements de chaque compartiment la société sont censés comprendre:

- a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles,
- b) tous les intérêts capitalisés sur les emprunts de la société,
- c) toutes les obligations, échues ou redues (y compris mais pas uniquement des obligations administratives et de banque dépositaire et la rémunération de conseils en investissement ou en gestion),
- c) toutes les obligations connues échues et non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la société mais non encore payés;
- d) une réserve appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au jour d'évaluation concerné et fixée par la société de temps à autre et d'autres réserves autorisées ou approuvées par le conseil d'administration, et
- e) toutes autres obligations de la société de quelque nature que ce soit en accord avec des principes de comptabilité généralement acceptés.

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois de juin à 09.15 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. La première assemblée générale annuelle des actionnaires de la société sous le statut SICAR se réunira en deux mille douze.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 14.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 15.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide, sur proposition du conseil d'administration, de l'affectation et de la distribution du bénéfice net, au prorata des actions détenues par chaque actionnaire.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes. Le conseil d'administration pourra également décider de faire des distributions en nature telles que décrites dans le document d'émission de la société sous réserve que ces distributions ne soient pas préjudiciables à un ou plusieurs actionnaires.

Aucune distribution ne peut pas avoir comme conséquence que le capital de la société tombe en-dessous du capital minimum exigé par la Loi SICAR.

**Art. 16.** La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

**Art. 17.** La garde des investissements de chaque compartiment de la société sera confiée à un dépositaire en conformité avec la Loi SICAR. Le dépositaire doit être un établissement de crédit au sens de la loi du 5 avril 1993 relative à la surveillance du secteur financier, qui soit a son siège social au Luxembourg soit s'est établi au Luxembourg s'il a son siège social dans un autre Etat-membre de l'Union Européenne.

Dans le cas où le dépositaire démissionne ou est révoqué, son remplacement doit avoir lieu dans les deux mois. Pendant ce temps, le dépositaire doit prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne conservation des intérêts des investisseurs.

**Art. 18.** La Loi SICAR ainsi que la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide:

- d'accepter la démission de Messieurs Ravi TALWAR et Wing On KWOL de leur fonction d'administrateur et de leur accorder, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat;

- de nommer en remplacement des administrateurs démissionnaires:

- \* Madame Citra ABIDIN, administrateur de société, née à Jakarta (Indonésie), le 31 juillet 1982, demeurant à Sinarmas Land Plaza, Tower 2, 10<sup>th</sup> Floor, J.L. M.H. Thamrin Kav 51, Jakarta 10350, Indonésie; et

- \* Monsieur Sean QUEK Chin Haur, administrateur de société, né à Singapour (République de Singapour), le 15 septembre 1977, demeurant à Sinarmas Land Plaza, Tower 2, 10<sup>th</sup> Floor, J.L. M.H. Thamrin Kav 51, Jakarta 10350, Indonésie.

Les mandats des administrateurs ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2016.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille deux cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 septembre 2014. LAC/2014/41819. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147106/302.

(140168473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

#### **MPT European Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 190.279.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the second day of the month of September;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

#### **THERE APPEARED:**

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIÉS S.à r.l.", established and having its registered office in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 103178.

here duly represented by its manager Mr. Luca DI FINO, chartered accountant, residing professionally in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "MPT European Company S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Object.**

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty five (125.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners, transfer of shares to nonpartners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least eighty percent (80%) of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 72 (seventy-two) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

#### **Art. 10. Representation.**

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of partners

##### **Art. 12. Powers and voting rights.**

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

##### **Art. 13. Form - Quorum - Majority.**

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than three quarters of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least eighty percent (80%) of the Company's share capital.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

##### **Art. 14. Accounting Year.**

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

##### **Art. 15. Allocation of Profits.**

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The Company will distribute at least 50% of its yearly net profit (profit after tax and statutory reserve) as dividend to its shareholders.

15.3 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

#### VI. Dissolution - Liquidation

##### **Art. 16. Dissolution - Liquidation.**

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

#### VII. General provision

**Art. 17. General provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.



150943

*Transitory disposition*

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31<sup>st</sup> of December 2014.

*Subscription and payment*

The Articles thus having been established, the one hundred (100) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIÉS S.à r.l.", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

*Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended and expressly states that they have been fulfilled.

*Resolutions taken by the sole shareholder*

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1 The registered office is established in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
2. Mr. Norbert Max BLAUENSTEIN, company director, born in Geneva (Switzerland), on April 26, 1948, residing in CH-1404 Villars-Epeney, 20, rue du Milieu, is appointed as manager of the Company for an undetermined period.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred Euros.

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the legal representative of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, he signed with Us, the notary, the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**A COMPARU:**

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIÉS S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 103178.

ici dûment représentée par son gérant Monsieur Luca DI FINO, expertcomptable, demeurant professionnellement à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée, qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

**I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination "MPT European Company S.à r.l." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

**Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le

conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales avec une valeur nominale de cent vingt cinq (125- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés.

La cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins quatre-vingts pour cent (80%) du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.



### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement "Gérants de catégorie A" et "Gérants de catégorie B".

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

#### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

#### Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 72 (soixante-douze) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

#### Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

### IV. Assemblée Générale des associés

#### Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

#### **Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.**

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus des trois quarts du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins quatre-vingts pour cent (80%) du capital social de la Société.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices**

#### **Art. 14. Exercice social.**

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 La Société distribuera au moins 50% de son bénéfice net annuel (bénéfice après taxes et réserve légale) comme dividendes à ses associés.

15.3 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

#### **Art. 16. Dissolution - Liquidation.**

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

### **VII. Disposition générale**

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

#### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIÉS S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

150947

*Déclaration*

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

*Résolutions prises par l'associée unique*

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
2. Monsieur Norbert Max BLAUENSTEIN, administrateur de sociétés, né à Genève (Suisse), le 26 avril 1948, demeurant à CH-1404 Villars-Epeney, 20, rue du Milieu, est nommé comme gérant de la Société pour une durée indéterminée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au représentant légal de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. DI FINO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 septembre 2014. LAC/2014/41121. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145655/418.

(140166000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

**Tyco Fire & Security Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 190.265.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Tyco International public limited company, a company incorporated under the laws of Ireland, having its registered office at Melbourn Road, Bishopstown, County Cork, Ireland and registered with the Companies Registration Office under number 543654,

represented by Pol Theisen, lawyer, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

2. Tyco Fire & Security S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

represented by Pol Theisen, lawyer, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

The appearing parties referred to in items 1. and 2. above shall be referred to as the Subscribers.

Said powers of attorney, after having been signed ne varietur by the attorney in fact of the Subscribers and the undersigned notary, shall remain attached to and shall be filed together with this notarial deed with the registration authorities.

The Subscribers, represented as stated above, have requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a company, which they declare to establish as follows:

**1. Form and name.** It is established between at least one holder of unlimited share(s), being indefinitely and jointly and severally liable for the obligations of the company, and at least one holder of limited share(s), bearing a liability limited to

its contribution, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Tyco Fire & Security Finance S.C.A." (the Company).

## **2. Registered office.**

### **2.1 Place and transfer of the registered office**

The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. It may be transferred within such municipality by a resolution of the general partner of the Company (the General Partner). The registered office may also be transferred within such municipality by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting).

### **2.2 Branches, offices, administrative centres and agencies**

The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

## **3. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

**4. Purpose.** The purpose of the Company is (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts relating thereto, and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form. It may enter into any type of loan agreement and it may issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities including under one or more issuance programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets including, without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development. In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

## **5. Share capital.**

### **5.1 Outstanding share capital**

The share capital is set at fifty thousand US Dollars (USD 50,000) represented by one (1) unlimited share having a nominal value of one US Dollar (USD 1), which is fully paid-up (the Unlimited Share) and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (49,999) limited shares having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, which are fully paid-up (the Limited Shares).

The Unlimited Share and the Limited Shares are collectively referred to as the shares.

### **5.2 Share capital increase and share capital reduction**

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as provided for in Article 11.4.

### **5.3 Distributions to the Unlimited Share and the Limited Shares**

The Unlimited Share and the Limited Shares shall be entitled to distributions, whether by way of dividend distribution, share redemption or otherwise, as set out in Article 19.

### **5.4 Pre-emptive rights**

In the case of an issuance of shares in consideration for a payment in cash or an issuance in consideration for a payment in cash of those instruments covered in article 32-4 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), including, without limitation, convertible bonds that entitle their holders to subscribe for

or to be allocated with shares, the shareholders shall have pro rata pre-emptive rights with respect to any such issuance in accordance with the Companies Act.

#### 5.5 Contributions to a "capital surplus" account

The General Partner is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Partner, within the limit prescribed by Luxembourg law. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a "capital surplus" account in accordance with Luxembourg law.

In addition, the General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account referred to in the above paragraph.

### 6. Shares.

#### 6.1 Form of the shares

The shares of the Company are in registered form or are bearer shares, at the option of the shareholder and subject to the applicable legal provisions. They shall be in registered form until they are fully paid-up.

#### 6.2 Share register and share certificate

A share register will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence or elected domicile, the number of shares held by it, the nominal value or accounting par value paid in on each such share, the issuance of shares, the transfer of shares and the dates of such issuance and transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

Certificates of these entries may be issued to the shareholders and such certificates, if any, will be signed by the General Partner.

#### 6.3 Ownership and co-ownership of shares

The Company will recognise only one holder per share. In the event that a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

#### 6.4 Share redemption

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

**7. Transfer of shares.** A transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the share register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, and in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

The transfer of bearer shares shall be effective by the mere delivery of the certificate.

**8. Liability of the shareholders.** The holders of Limited Shares bear a liability which is limited to the amount of their contribution to the Company as share capital, share premium or capital surplus.

The liability of the holders of Unlimited Shares for the liabilities of the Company shall be joint and unlimited, as set out in article 102 of the Companies Act.

### 9. Power of the general meeting.

#### 9.1 General

Any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of shareholders of the Company. The General Meeting shall have those powers expressly reserved to it by the Companies Act or by the Articles.

#### 9.2 Consent rights of the holder of Unlimited Shares regarding resolutions of the General Meeting

The General Meeting may not pass any resolution

(i) whereby the Company enters into transactions with third parties or which has as effect that the Company contracts towards third parties; or

(ii) that amends the Articles,

without the consent of the holders of Unlimited Shares.

**10. Annual general meeting of the shareholders - Other meetings.** The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place within the municipality of the registered office, specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday in March of each year at 5 p.m. If such a day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if the General Partner decides that exceptional circumstances so require.

Other General Meetings may be held at such a place and time as are specified in the respective convening notices of the meeting.

## **11. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and vote.**

### **11.1 Right and obligation to convene a General Meeting**

The General Partner, as well as the supervisory board (conseil de surveillance) of the Company (the Supervisory Board), if any, may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of 1 month, if shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one-tenth of the subscribed capital may request that the entry of one or more items be added to the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 days before the relevant General Meeting.

### **11.2 Procedure to convene a General Meeting**

Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of 8 days, and 8 days before the meeting, in the Official Journal (Mémorial) and in a Luxembourg newspaper.

Notices by mail shall be sent eight days before the meeting to the registered shareholders. Evidence that this formality has been complied with is not required.

Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the General Meeting set by the General Partner or by the Supervisory Board (conseil de surveillance), as the case may be, the General Meeting may be held without prior notice. In addition, if all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting and agree unanimously to set the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without having been convened by the General Partner or by the Supervisory Board (conseil de surveillance), as the case may be.

### **11.3 Voting rights attached to the shares**

Each share entitles its holder to one vote.

### **11.4 Quorum, majority, requirements and reconvened General Meeting for lack of quorum**

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a General Meeting will be passed by the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented, no quorum of presence being required.

However, resolutions to amend the Articles may only be passed in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented (the Presence Quorum) and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which pertain to the purpose or the form of the Company. If the Presence Quorum is not reached, a second General Meeting may be convened, in the manner set out in the Articles, by means of notices published twice, with an interval of at least 15 days and 15 days before the General Meeting in the Official Journal (Mémorial) and in 2 Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be passed, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting.

In calculating the majority with respect to any resolution of a General Meeting, votes relating to shares in which the shareholder abstains from voting, casts a blank (blanc) or spoilt (nul) vote or does not participate are not taken into account.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous vote of the shareholders and bondholders.

### **11.5 Participation by proxy**

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a shareholder, as its proxy in writing. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a General Meeting.

### **11.6 Vote by correspondence**

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletin) provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and signature of the relevant shareholder, (ii) an indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice with the proposals for resolutions relating to each agenda item and (iv) the vote (approval, refusal, abstention) on the proposals for resolutions relating to each agenda item. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company 48 hours before the relevant General Meeting.

### **11.7 Participation in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communication**

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating



in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

#### 11.8 Bureau

The shareholders shall elect a chairman of the General Meeting. The chairman shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer together form the bureau of the General Meeting.

#### 11.9 Minutes and certified copies

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any shareholder who wishes to do so.

However, where decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the General Partner.

### 12. Management.

#### 12.1 Powers of the General Partner

The Company shall be managed by a sole General Partner.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed any actions necessary or useful in connection with the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the authority of the General Partner.

#### 12.2 Appointment and removal of the General Partner

The General Partner shall be elected by the General Meeting and it may be removed by the General Meeting without cause. The General Meeting shall also determine its term of office.

#### 12.3 Remuneration of the General Partner

The General Partner may be entitled to a remuneration from the Company in an amount to be approved by the General Meeting.

### 13. Delegation of powers.

#### 13.1 Daily management

The General Partner may appoint one or more persons (délégué à la gestion journalière), who may be a shareholder or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters pertaining to the daily management and affairs of the Company.

#### 13.2 Delegation to perform specific functions

The General Partner is also authorised to appoint a person for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

### 14. Binding signatures.

#### 14.1 Signatory powers of the General Partner

The Company shall be bound toward third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner.

#### 14.2 Signatory powers in respect of daily management

In respect of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature of the person appointed to that effect in accordance with Article 13.1.

#### 14.3 Grant of specific powers of attorney

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person to whom specific signatory power is granted by the Company, but only within the limits of such power.

**15. Indemnification.** The Company must indemnify the General Partner and his administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been the General Partner of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct towards any person other than the Company.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit (a) any gross negligence or wilful misconduct resulting in his liability towards any person other than the Company or (b) anything resulting in that person being liable to the Company. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**16. Independent auditor (réviseur d'entreprises agréé/cabinet de révision agréé).** No Supervisory Board shall be required in the event that one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprise agréé(s) or cabinet de révision agréé) are appointed by the General Meeting in accordance with the applicable Luxembourg law to perform the external

audit of the annual accounts. The independent auditor(s) shall be appointed by the General Meeting in accordance with the terms of a service agreement to be entered into from time to time by and between the Company and the independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprise agréé(s) or cabinet de révision agréé).

**17. Accounting year.** The Company's accounting year begins on the day following the last Friday of the month of September and ends the last Friday of the month of September of the following year.

### **18. Annual accounts.**

#### **18.1 Responsibility of the General Partner**

The General Partner shall draw up the annual accounts of the Company that shall be submitted to the approval of the annual General Meeting.

#### **18.2 Submission of the annual accounts to the Supervisory Board (conseil de surveillance)**

At the latest 1 month prior to the annual General Meeting, the General Partner will submit the annual accounts together with the report of the General Partner and such other documents as may be required by law to the Supervisory Board (conseil de surveillance) (if any), who will thereupon draw up its report.

#### **18.3 Availability of documents at registered office**

At the latest 15 days prior to the annual General Meeting, the annual accounts, the report(s) of the General Partner and of the Supervisory Board (conseil de surveillance) or the independent auditor, as the case may be, and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company, where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

### **19. Allocation of results.**

#### **19.1 Allocation to the legal reserve**

From the annual net profits of the Company (if any), 5% shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% of the share capital of the Company, but shall again be compulsory if the legal reserve falls below 10% of the share capital of the Company.

#### **19.2 Allocation of the results**

The General Meeting shall decide on the allocation of the annual results and the declaration and payments of dividends, as the case may be, in accordance with Article 19.1.

#### **19.3 Interim dividends**

The General Partner may decide to declare and pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including share premium and capital surplus, under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act.

The General Meeting may also decide to declare and pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including share premium and capital surplus, under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act.

#### **19.4 Payment of dividends**

Dividends may be paid in euro or any other currency chosen by the General Partner and they may be paid at such places and times as may be determined by the General Partner within the limits of any decision made by the General Meeting (if any).

Dividends may be paid in kind in assets of any nature, and the valuation of those assets shall be set by the General Partner according to valuation methods determined at its discretion.

### **20. Dissolution and liquidation.**

#### **20.1 No dissolution of the Company**

In the event of winding-up, resignation, bankruptcy or any other similar proceedings affecting the holder of the unlimited share and preventing it from managing the Company itself (where applicable), the Company will be continued and a replacement holder of the unlimited share will be appointed no later than 15 business days following the occurrence of the applicable event, and such replacement must be resolved upon unanimously by all the remaining shareholders. In case the shareholders cannot agree on a replacement holder of the unlimited share, the Company will be dissolved and liquidated.

#### **20.2 Principles regarding the dissolution and the liquidation**

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of the Articles, as set out in Article 11.4. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

#### **20.3 Distribution of liquidation surplus**



Upon the liquidation of the Company, the surplus assets of the Company legally available for distribution among shareholders shall be distributed to the shareholders by way of advance payments or after payment (or provisions, as the case may be) of the Company's liabilities.

**21. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg law.

#### *Transitional provisions*

The first accounting year begins today and ends on 26 September 2014.

#### *Subscription*

The Articles having thus been established, the subscribers, represented as stated above, hereby declare that they subscribe in cash to fifty thousand shares, having a nominal value of one US Dollar each, representing the total share capital of the Company, and having an aggregate subscription price of fifty thousand US Dollars, as follows:

Tyco International public limited company, prenamed: . . . . .	forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (49,999) limited shares
Fire & Security S.à r.l., prenamed: . . . . .	one (1) unlimited share
Total: . . . . .	fifty thousand (50,000) shares

All these shares have been fully paid up by the Subscribers by way of contribution in cash in an aggregate amount of fifty thousand US Dollars (USD 50,000), so that the amount of fifty thousand US Dollars (USD 50,000) paid by the Subscribers is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary and the notary expressly bears witness to it.

The contributions in cash are entirely allocated to the share capital of the Company.

#### *Statement - Costs*

The undersigned notary declares that the conditions provided by articles 26, 26-3 and 26-5 (with article 26-1, paragraph 2, being not applicable as no contribution for assets other than cash has been made at the incorporation of the Company) of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-

#### *Extraordinary general meeting*

The Subscribers, represented as stated above, representing the whole of the share capital, have held an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company and passed the following resolutions by unanimous vote:

1. Tyco Fire & Security S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, represented by its permanent representative, Peter Schieser, born on April 18, 1967 in Neu-Ulm (Germany), with professional address in 29, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, is appointed as sole general partner of the Company for an unlimited period of time;

2. there be appointed Deloitte Audit, a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, as independent auditor (cabinet de révision agréé) of the Company;

3. the terms of office of the independent auditor (cabinet de révision agréé) will expire after the annual General Meeting that will approve the annual accounts of the accounting year ending on 26 September 2014; and

4. the address of the registered office of the Company is at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the attorneys in fact of the Subscribers, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same attorneys in fact of the Subscribers and in case of divergences between the English and French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the attorney in fact of the Subscribers, the said attorney in fact of the Subscribers signed the present deed together with the notary.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le cinquième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Ont comparu:

1. Tyco International public limited company, une société de droit irlandais, avec siège social à Melbourn Road, Bishopstown, County Cork, Irlande, enregistrée auprès du Companies Registration Office sous le numéro 543654;

représentée par Pol Theisen, avocate ayant son adresse professionnelle au 33, Avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Tyco Fire & Security S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 29, avenue de la Porte Neuve à L-2227 Luxembourg, non encore enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg,

représentée par Pol Theisen, avocat ayant son adresse professionnelle au 33, Avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les comparants, mentionnés aux paragraphes 1. et 2. ci-dessus sont dénommés collectivement les Souscripteurs.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des Souscripteurs et par le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

Les Souscripteurs, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société en commandite par actions qu'ils déclarent constituer entre eux et qu'ils ont arrêtés comme suit:

**1. Forme et dénomination.** Il est établi entre au moins un détenteur d'action(s) commanditée(s), étant indéfiniment et solidairement responsable des obligations de la société, et au moins un détenteur d'action(s) de commanditaire, ayant une responsabilité limitée à sa contribution, une société en commandite par actions sous la dénomination de «Tyco Fire & Security Finance SCA» (la Société).

## **2. Siège social.**

### **2.1 Lieu et transfert du siège social**

Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette commune par simple décision du gérant commandité de la Société (le Gérant Commandité). Le siège social peut également être transféré dans cette commune par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale).

### **2.2 Succursales, bureaux, centres administratifs et agences**

Le Gérant Commandité a par ailleurs le droit de créer des succursales, bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant au Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

## **3. Durée de la société.** La Société est constituée pour une période indéterminée.

**4. Objet social.** La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts, ainsi que les obligations de sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de titres de capital, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds communs de placement luxembourgeois ou étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre ligne de crédit, ainsi que les contrats y relatifs et (iii) la détention, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et de tous types de titres de dettes et de titres de capital, y compris en vertu d'un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, à ses sociétés affiliées et à toute autre société.

La Société peut également consentir des garanties et octroyer des sûretés réelles portant sur tout ou partie de ses biens, notamment par voie de nantissement, cession, ou en grevant de charges tout ou partie de ses biens au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de ses sociétés affiliées ou de toute autre société.

La Société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social décrit ci-avant.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement. De plus, la Société peut faire l'acquisition

et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

## **5. Capital social.**

### **5.1 Montant du capital social**

Le capital social est fixé à un montant de cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000), représenté par une (1) action de commandité ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (l'Action Commandité) entièrement libérée, et quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (49.999) actions de commanditaire ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune (les Actions de Commanditaire) entièrement libérées.

L'Action Commandité et les Actions des Commanditaires sont collectivement dénommées les actions.

### **5.2 Augmentation du capital social et réduction du capital social**

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prévu à l'Article 11.4.

### **5.3 Distributions à l'Action Commandité et aux Actions de Commanditaire**

L'Action Commandité et les Actions de Commanditaire donnent droit à des distributions, soit par voie de distribution de dividendes, rachat d'actions ou autrement, comme indiqué à l'Article 19.

### **5.4 Droits préférentiels de souscription**

En cas d'émission d'actions par apport en numéraire ou en cas d'émission d'instruments qui entrent dans le champ d'application de l'article 32-4 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) et qui sont payées en numéraire, y compris, et de manière non exhaustive, des obligations convertibles permettant à leur détenteur de souscrire à des actions ou de s'en voir attribuer, les actionnaires disposent de droits préférentiels de souscription au prorata de leur participation en ce qui concerne toutes ces émissions conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

### **5.5 Apport au compte de "capital surplus"**

Le Gérant Commandité est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles actions au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par le Gérant Commandité et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles actions doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

De plus, l'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles actions, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus mentionné au paragraphe ci-dessus.

## **6. Actions.**

### **6.1 Forme des actions**

Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire et sous réserve des dispositions légales applicables. Elles sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

### **6.2 Registre des actionnaires et certificats constatant les inscriptions dans le registre**

Un registre des actionnaires est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, la valeur nominale ou le pair comptable payé pour chacune des actions, les émissions d'actions, les cessions d'actions et les dates desdites émissions et cessions d'actions. La propriété des actions est établie par l'inscription dans le registre.

Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires peuvent être émis aux actionnaires et ces certificats, le cas échéant, seront signés par le Gérant Commandité.

### **6.3 Propriété et co-propriété des actions**

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Au cas où une action appartiendrait à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société.

### **6.4 Rachat d'actions**

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites définies par la loi.

**7. Cessions d'actions.** La cession des actions peut se faire par une déclaration de cession écrite qui sera inscrite au registre des actionnaires de la Société, après avoir été datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet, et conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis de manière satisfaisante pour la Société.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

**8. Responsabilité des actionnaires.** Les détenteurs d'Actions de Commanditaire ont une responsabilité qui est limitée au montant de leur contribution au capital social, prime d'émission ou de l'excédent de capital de la Société.

La responsabilité des détenteurs d'Actions Commandités quant aux dettes de la Société sera conjointe et illimitée, comme prévu à l'article 102 de la Loi de 1915.

### **9. Pouvoirs de l'assemblée générale.**

#### **9.1. Général**

Toute Assemblée Générale valablement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'Assemblée Générale aura les pouvoirs expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents Statuts.

#### **9.2 Droits de consentement des détenteurs d'Actions Commandité sur les résolutions de l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale ne peut pas adopter de résolution

(i) selon laquelle la Société conclut des opérations avec des tiers ou qui a pour effet que la Société signe des contrats avec des tiers; ou

(ii) qui modifie les Statuts,

sans le consentement des détenteurs des Actions Commandité.

**10. Assemblée générale annuelle des actionnaires - Autres assemblées générales.** L'Assemblée Générale annuelle se tient, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations, le deuxième mardi du mois de mars de chaque année à 17.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Gérant Commandité constate que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Les autres Assemblées Générales peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

### **11. Convocation, Quorum, Avis de convocation, Procurations et vote.**

#### **11.1 Droit et obligation de convoquer une Assemblée Générale**

Une Assemblée Générale peut être convoquée par le Gérant Commandité ou par le conseil de surveillance de la Société (le Conseil de Surveillance), le cas échéant. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans un délai d'1 mois si des actionnaires représentant un dixième du capital social l'exigent par écrit, en précisant l'ordre du jour. Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Cette demande doit être envoyée à la Société au moins 5 jours avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

#### **11.2 Procédure de convocation d'une Assemblée Générale**

Pour chaque Assemblée Générale, les avis de convocation doivent contenir l'ordre du jour et doivent être publiés deux fois à 8 jours d'intervalle au moins, et 8 jours avant l'Assemblée Générale, dans le Mémorial ainsi que dans un journal luxembourgeois.

Les avis de convocation envoyés par lettres missives sont adressés huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom. L'accomplissement de cette formalité ne doit pas être justifié.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale tel que déterminé par le Gérant Commandité ou par le Conseil de Surveillance, le cas échéant, celle-ci peut être tenue sans avis de convocation préalable. En outre, si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et acceptent à l'unanimité de déterminer l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable du Gérant Commandité ou du Conseil de Surveillance, le cas échéant.

#### **11.3 Droits attachés aux actions**

Chaque action confère une voix à son détenteur.

**11.4 Conditions de quorum et de majorité, et nouvelle convocation d'une Assemblée Générale en cas de quorum non atteint**

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, aucun quorum de présence n'étant requis.

Toutefois, les décisions visant à modifier les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une Assemblée Générale représentant au moins la moitié du capital social (le Quorum de Présence) et dont l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si le Quorum de Présence n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts, par des annonces publiées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et 15 jours avant l'Assemblée Générale dans le Mémorial et dans 2 journaux luxembourgeois. Cette convocation reproduit l'ordre du jour

et indique la date et le résultat de la précédente Assemblée Générale. La deuxième Assemblée Générale délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées à chacune des Assemblées Générales.

Pour le calcul de la majorité concernant toute résolution d'une Assemblée Générale, les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire s'est abstenu de voter, a voté blanc ou nul ou n'a pas pris part au vote, ne sont pas prises en compte.

Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime exprimé par un vote des actionnaires et des obligataires.

#### 11.5 Participation par procuration

Chaque actionnaire peut prendre part à une Assemblée Générale de la Société en désignant par écrit une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire. Des copies des procurations écrites envoyées par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées par l'Assemblée Générale comme preuves de procurations écrites.

#### 11.6 Vote par correspondance

Les actionnaires peuvent voter par écrit au moyen d'un formulaire, à condition que les formulaires portent (i) les noms, prénoms, adresse et signature de l'actionnaire concerné, (ii) la mention des actions pour lesquelles l'actionnaire exerce son droit, (iii) l'ordre du jour tel que décrit dans la convocation ainsi que les projets de résolutions relatifs à chaque point de l'ordre du jour, et (iv) le vote (approbation, refus, abstention) pour chaque projet de résolution relatif aux points de l'ordre du jour. Pour pouvoir être pris en compte, les formulaires originaux devront être reçus par la Société 48 heures avant l'Assemblée Générale en question.

11.7 Participation à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire

Tout actionnaire de la Société peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre équipement de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise de façon continue et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer et participer à une réunion tenue par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à ladite réunion.

#### 11.8 Bureau

Les actionnaires élisent en leur sein un président de l'Assemblée Générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires nomment un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'Assemblée Générale.

#### 11.9 Procès-verbaux et copies certifiées

Les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée Générale sont signés par les membres du bureau de l'Assemblée Générale et par tout actionnaire qui exprime le souhait de signer.

Cependant, si les décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits à utiliser devant un tribunal ou ailleurs doivent être signés par le Gérant Commandité.

### 12. Administration de la société.

#### 12.1 Pouvoirs du Gérant Commandité

La Société est administrée par un Gérant Commandité unique.

Le Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles se rapportant à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont attribués au Gérant Commandité.

#### 12.2 Nomination et révocation du Gérant Commandité

Le Gérant Commandité est élu par l'Assemblée Générale et il pourra être révoqué par l'Assemblée Générale avec ou sans motif. L'Assemblée Générale détermine également la durée de son mandat.

#### 12.3 Rémunération du Gérant commandité

Le Gérant Commandité peut avoir droit à une rémunération de la Société pour un montant devant être approuvé par l'Assemblée Générale.

### 13. Délégation de pouvoirs.

#### 13.1 Gestion journalière

Le Gérant Commandité peut nommer un ou plusieurs délégués à la gestion journalière, qui peuvent être actionnaires ou non, et qui auront les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière de la Société.

#### 13.2 Délégation de pouvoirs pour l'exercice de certaines missions

Le Gérant Commandité est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

#### **14. Signatures autorisées.**

##### **14.1 Pouvoir de signature des administrateurs**

La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature du Gérant Commandité.

##### **14.2 Pouvoirs de signature concernant la gestion journalière**

En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera engagée par la signature de la personne nommée à cet effet conformément à l'Article 13.1 ci-dessus.

##### **14.3 Pouvoirs spécifiques**

La Société est en outre engagée par la signature conjointe de toute personne ou la signature unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par la Société, et ce uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

**15. Indemnisation.** La Société doit indemniser le Gérant Commandité et ses administrateurs pour les dépenses raisonnablement contractées par lui en rapport avec toute action, tout procès ou toute procédure dans laquelle il serait impliqué en raison de ses fonctions actuelles ou antérieures de Gérant Commandité de la Société ou, à sa requête, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de faute lourde ou de faute intentionnelle vis-à-vis de personnes autres que la Société.

En cas d'accord transactionnel, l'indemnisation sera seulement due en ce qui concerne les points couverts par l'accord transactionnel et pour lesquels la Société obtient l'avis d'un avocat que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis (a) une faute lourde ou une faute intentionnelle la rendant responsable envers toute personne autre que la Société ou (b) des actes la rendant responsable vis-à-vis de la Société. Ce droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits desquels il est titulaire.

**16. Réviseur d'entreprise agréée / Cabinet de révision agréée.** Aucun Conseil de Surveillance n'est requis dans le cas où un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révision agréés sont nommés par l'Assemblée Générale en accord avec la loi Luxembourgeoise applicable afin de procéder à l'audit des comptes annuels de la Société. Le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s) ou cabinet(s) de révision agréé(s) est/sont nommé(s) par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions des contrats de prestation de services conclus entre la Société le ou les réviseur(s) d'entreprise agréé(s) ou cabinet de révision agréée.

**17. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le jour suivant le dernier vendredi du mois de septembre et se termine le dernier vendredi du mois de septembre de l'année suivante.

#### **18. Comptes annuels.**

##### **18.1 Responsabilité du Gérant Commandité**

Le Gérant Commandité dresse les comptes annuels de la Société qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale annuelle.

##### **18.2 Soumission des comptes annuels au Conseil de Surveillance**

Au plus tard 1 mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Gérant Commandité soumet les comptes annuels ainsi que le rapport du Gérant Commandité et tous autres documents afférents prescrits par la loi à l'examen du Conseil de Surveillance (le cas échéant), qui rédige un rapport sur cette base.

##### **18.3 Consultation des documents au siège social**

Au moins 15 jours avant l'Assemblée Générale annuelle, les comptes annuels, le(s) rapport(s) du Gérant Commandité et du Conseil de Surveillance ou du réviseur d'entreprises agréé, selon le cas, ainsi que tous les autres documents requis par la loi sont déposés au siège social de la Société où ils seront mis à la disposition des actionnaires qui peuvent les consulter durant les heures de bureau ordinaires.

#### **19. Affectation des résultats.**

##### **19.1 Affectation à la réserve légale**

Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société, 5% qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% du capital social de la Société, et il deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous du seuil de 10% du capital social de la Société.

##### **19.2 Affectation des résultats**

L'Assemblée Générale décide de l'affectation des résultats annuels, ainsi que la distribution de dividendes, le cas échéant, conformément à l'article 19.1.

##### **19.3 Dividendes intérimaires**

Le Gérant Commandité pourra décider de distribuer et de payer des dividendes intérimaires prélevés sur les bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission et le capital surplus, dans les conditions et les limites fixées par la Loi de 1915.



L'Assemblée Générale peut aussi décider de distribuer et de payer des dividendes intérimaires prélevés sur les bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission et le capital surplus, dans les conditions et les limites fixées par la Loi de 1915.

#### 19.4 Paiement des dividendes

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Gérant Commandité et doivent être payés aux lieux et dates déterminés par le Gérant Commandité, dans les limites de toute décision prise à ce sujet par l'Assemblée Générale (le cas échéant).

Les dividendes peuvent être payés en nature au moyen d'actifs de toute nature, et ces actifs doivent être évalués par le Gérant Commandité selon les méthodes d'évaluation déterminés à sa seule discrétion.

### 20. Dissolution et liquidation.

#### 20.1 Aucune dissolution de la Société

En cas de liquidation, de démission, de faillite ou d'autres procédures similaires affectant le détenteur de l'action commandité et empêchant la gestion de la Société elle-même (le cas échéant), la Société sera poursuivie et un détenteur de remplacement de l'action commandité sera nommé au plus tard 15 jours ouvrables suivant la survenance de l'événement applicable, et ce remplacement doit être décidé à l'unanimité par tous les actionnaires restants. Dans le cas où les actionnaires ne peuvent s'entendre sur un détenteur de remplacement de l'Action Commandité, la Société sera dissoute et liquidée.

#### 20.2 Principes applicables à la dissolution et la liquidation

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que stipulé à l'Article 11.4. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par délibération de l'Assemblée Générale décidant de cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

#### 20.3 Distribution du boni de liquidation

Lors de la liquidation de la Société, les avoirs excédentaires de la Société disponibles légalement pour être distribués aux actionnaires le seront par voie de paiement d'acomptes ou après le remboursement (ou la consignation des sommes nécessaires, le cas échéant) des dettes de la Société.

**21. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront déterminées conformément au droit luxembourgeois.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se clôturera le 26 septembre 2014.

#### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les souscripteurs, représentés comme indiqué ci-dessus, déclarent souscrire au moyen d'un apport en numéraire aux cinquante mille actions d'une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis chacune, représentant la totalité du capital social de la Société et ayant un prix de souscription total de cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique et se ventile comme suit:

Tyco International public limited company, susmentionnée: . . . . .	quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (49.999)
	Actions de Commanditaire
Tyco Fire & Security S.à r.l., susmentionnée: . . . . .	une (1) Action Commandité
Total: . . . . .	cinquante mille (50.000) actions

Toutes ces actions ont été payées par les Souscripteurs, au moyen d'un apport en numéraire d'un montant s'élevant à cinquante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50.000) payé par les Souscripteurs et est désormais à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été attesté au notaire instrumentaire qui le reconnaît expressément.

L'apport en numéraire des Actions est entièrement alloué au compte de capital social de la Société.

#### *Déclaration - Estimation des frais*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 (le paragraphe 2 de l'article 26-1 n'étant pas applicable, aucun apport autre qu'en numéraire n'ayant été effectué à la constitution de la Société) de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de EUR 1.200.-

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Les Souscripteurs, représentés comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, ont tenu une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société et ont adopté, par un vote à l'unanimité, les résolutions suivantes:



1. Tyco Fire & Security S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, non encore enregistrée auprès du Registre de commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, représentée par son représentant permanent, Peter Schieser, né le 18 avril 1967 à Neu-Ulm (Allemagne), ayant pour adresse professionnelle 29 avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, est nommé gérant commandité unique pour une durée indéterminée;

2. Le cabinet Deloitte Audit, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L2220 Luxembourg, est nommé cabinet de révision agréé de la Société;

3. Le mandat du cabinet de révision agréé prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle chargée d'approuver les comptes annuels de la Société pour l'exercice social clôturé le 26 septembre 2014; et

4. le siège social de la société est établi au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire des Souscripteurs, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête du mandataire des Souscripteurs et en cas de distorsions entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des Souscripteurs, le mandataire des Souscripteurs a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. THEISEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42463. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145817/713.

(140165804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

**Starvisa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 78.251.

*Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 16 septembre 2014:*

1. Il est pris acte de la démission de l'administrateur de la société, Monsieur BERNARD Guillaume, avec effet à ce jour.

2. L'Assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur, Madame CESAREO Régine, née le 22 mai 1950 à Bar-Le-Duc (France), domiciliée 22 Résidence d'Alzone F-20166 Porticcio (France).

La durée de son mandat est de cinq années. Il prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014149149/14.

(140169717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

**Re:Newcell Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.946.

**EXTRAIT**

En date du 16 septembre 2014, l'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Asa Ahlund en tant que gérant A est acceptée avec effet au 31 août 2014;

- La nomination de Peter Lundin, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant A de la société est acceptée avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2014 et ce pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149082/14.

(140170050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.